

Pouvoir d'emprunt

En Saskatchewan, nous participons à l'exploitation de la potasse, à la mise en valeur de nos ressources en général et du pétrole en particulier. La population participe à cette mise en valeur, de sorte que les profits restent chez nous et aident à équilibrer la balance des paiements, au lieu de constituer un embarras et de susciter des difficultés. Les députés qui sont assis dans ce petit coin possèdent la solution aux difficultés économiques du Canada, et c'est de remettre nos ressources naturelles entre les mains des Canadiens, et de faire participer activement la population et le gouvernement à la gestion. A moins que nous ne nous attaquions au problème fondamental du contrôle de l'investissement étranger, nous allons probablement continuer ainsi, je suppose, jusqu'à ce que tout s'écroule. Faut-il en arriver là pour savoir à quoi s'en tenir? J'espère que non, monsieur l'Orateur.

M. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur l'Orateur, au sujet de ce bill, je tiens d'abord à préciser que mon attitude face au ministre des Finances (M. Crosbie) diffère quelque peu de celle de certains des orateurs qui siègent à ma gauche.

M. Knowles: Je l'espère.

M. Johnston: Je voudrais livrer un message d'encouragement, d'optimisme d'espoir et même de charité. Il y a dans ma ville une société bien connue dont le siège social se trouve dans ma circonscription et je me propose d'emprunter, si vous me le permettez, son slogan: «Steinberg est de votre côté». J'aimerais faire savoir au ministre des Finances que nous sommes nombreux à être de son côté, lui qui accepte de relever les défis complexes qu'affronte notre pays et de profiter des nombreuses possibilités qui s'offrent à lui pendant la première année de son mandat.

Benjamin Franklin a dit un jour que ceux qui abandonnent des libertés fondamentales pour se procurer un peu de sécurité provisoire ne méritent ni liberté ni sécurité. Cette déclaration est particulièrement pertinente pour les hommes politiques canadiens de la fin des années 70 et des années 80. Je dis cela parce que nous devons prendre des décisions difficiles.

Dans certains domaines, le ministre des Finances a pris des décisions courageuses. Dans d'autres domaines, toutefois, il ne l'a pas fait. Il a, pour ainsi dire, troqué la liberté essentielle, que, pour la circonstance, je définirais comme ne pouvant s'obtenir que par une solide base économique, pour la sécurité temporaire que j'associerais ici à la notion de crédibilité politique.

Le ministre avait à prendre une décision sur une question fort délicate, celle de la déductibilité de l'intérêt sur les prêts hypothécaires, comme l'avait promis son parti pendant la campagne électorale. Nous avons l'impression que ce n'est qu'avec beaucoup de réticence que le ministre a proposé cette version, même modifiée, de ce projet, mais c'est là un bel exemple de ce que j'entends par sacrifier quelque chose qui serait dans l'intérêt de tous les Canadiens, qui assainirait notre économie, au profit d'une plus grande crédibilité politique dans l'immédiat. Voilà qui n'est pas à l'honneur du ministre.

Par ailleurs, le ministre appuie la position du gouvernement dans d'autres secteurs de l'économie, notamment dans le cas de la hausse du prix du pétrole. Les députés d'en face croient mordicus qu'il faut laisser grimper le prix du pétrole au niveau du marché mondial. Je suis moi-même un grand adepte de l'économie de marché; j'ai foi en la libre entreprise. Dans le

secteur du pétrole, par contre, nous avons affaire à un cartel international. Il ne s'agit pas d'une situation de marché normale, mais plutôt d'un cas unique à l'heure actuelle. C'est donc une erreur que de se baser constamment sur le marché, dans la conjoncture économique actuelle. Avec une telle attitude, nous accentuons la tendance inflationniste et nous allons inévitablement connaître des temps durs. D'après sa déclaration, le gouverneur de la banque pense que les prix du pétrole augmenteront et que le taux d'inflation sera encore beaucoup plus élevé que maintenant.

Il faut tenir compte par ailleurs, de l'attitude du gouvernement à l'égard de Petro-Canada. Voilà une autre politique que le ministre appuie comme un article de foi. J'ai peine à croire que les députés d'en face considèrent tous le principe de la privatisation comme un article de foi. Je me souviens que, dans son premier discours, le député d'Edmonton-Est (M. Yurko) a parlé des expériences qu'il avait eues avec des sociétés de la Couronne. Ce n'est pas surprenant puisque, comme nous le savons, le gouvernement conservateur de l'Alberta a probablement autant de sociétés de la Couronne que n'importe quel autre gouvernement conservateur au Canada, sinon plus. J'ai donc peine à croire que la privatisation en soi puisse être considérée comme un article de foi. Je le répète, en principe, je suis en faveur de la privatisation. Les moyens de production doivent appartenir à l'entreprise privée; je considère cela comme un article de foi.

Par contre, dans certains secteurs, il ne faut pas s'attendre à ce que l'entreprise privée relève les défis. Dans un discours précédent à la Chambre, j'ai fait la comparaison entre Petro-Canada et d'autres entreprises dans lesquels les pouvoirs publics doivent nécessairement se lancer. Je songe notamment à l'exploration spatiale aux États-Unis. Est-ce que le secteur privé devrait s'en charger? Qui oserait avancer sérieusement que les investisseurs pourraient placer leur argent dans un projet de cette nature dont les avantages—qui ont en fait été bien tangibles dans ce cas—auraient pu se faire attendre une centaine d'années? Les entreprises privées et les particuliers ne sont pas disposés à se lancer dans de telles aventures à notre époque. Le Canada et de nombreux pays sont dans la même situation en ce qui concerne l'énergie.

● (2150)

En tant que gouvernement, les députés de l'autre côté sont obligés de faire certains investissements au nom de toute la société. C'est de cela qu'il est question dans le cas de Petro-Canada et j'espère que les députés de l'autre côté finiront par abandonner certains de leurs articles de foi, pour reconnaître la réalité canadienne et la nécessité pour le pays d'avoir une société publique de l'énergie qui soit prospère.

Nous avons entendu le premier ministre (M. Clark) déclarer lui-même que le principal ennemi public est l'inflation. Qui ne serait pas d'accord? L'inflation monte les classes et les groupes les uns contre les autres. Chacun essaie de garder ou de grossir sa part du revenu national. L'inflation est vraiment un cancer social, comme Carl Beigie l'a écrit récemment. Elle nous annonce des lendemains effroyables. Le Canada et d'autres pays ont soudainement été pris de panique et ils doivent maintenant voir la situation en face et la corriger. Pour cela, ils devront prendre des décisions difficiles.